



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP  
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DEVELOPPEMENT

**DISCOURS PRONONCE PAR  
DR. AKINWUMI A. ADESINA,  
PRESIDENT DE LA BANQUE AFRICAINE DE  
DEVELOPPEMENT**

**LORS DE LA RENCONTRE MINISTERIELLE ORGANISEE  
PAR LE MINISTRE FRANÇAIS DES AFFAIRES  
ETRANGERES A L'OCCASION DE LA CONFERENCE  
MINISTERIELLE  
ORGANISEE AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES  
ET DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

**PARIS**

**6 SEPTEMBRE 2015**

1. Votre Excellence, Monsieur Laurent Fabius, Ministre des Affaires Etrangères, République Française;

Votre Excellence, Monsieur Manuel Pulgar Vidal,  
Ministre de l'Environnement du Pérou;

Honorables Ministres, Participants distingués.

2. Permettez-moi tout d'abord, de remercier le gouvernement français pour son audace, son rôle prédominant et sa vision à long terme vis-à-vis du défi crucial que représente le changement climatique, et bien sûr pour son accueil de la prochaine COP21.
3. Le changement climatique constitue le défi le plus important de notre époque en matière de développement. **Les données suggèrent que les résultats de la COP21, d'un point de vue équitable, doivent conduire à une coopération plus efficace pour relever le défi climatique.** La COP 21 présente une occasion unique pour un accord contraignant afin de limiter les émissions de dioxyde de carbone et afin d'envisager la perspective de partenariats dans la lutte contre les effets négatifs du

changement climatique. **La voix de l'Afrique est cruciale pour garantir le succès de la COP21. Et la voix de l'Afrique doit être entendue.**

4. Bien que les pays africains soient ceux qui génèrent le moins de gaz à effet de serre, ils souffrent de manière disproportionnée des conséquences dramatiques du changement climatique. En l'absence de ressources disponibles et mobilisables en quantités suffisantes pour renforcer et accélérer la capacité de l'Afrique de s'adapter au changement climatique, la situation ne peut qu'empirer. Les effets ne se feront sentir nulle part aussi fortement que dans le secteur agricole, qui fournit des moyens de subsistance à plus de 70% de la population africaine. Les impacts attendus et prévisibles du changement climatique sur le secteur, notamment les conséquences sur l'aptitude agro-écologique des pays à une agriculture productive et la variabilité croissante des systèmes météorologiques et des événements extrêmes, vont accroître considérablement la vulnérabilité des ménages africains les plus pauvres. Les millions d'Africains qui seront exposés à cette vulnérabilité croissante ne peuvent pas être abandonnés. Ils devront être soutenus.

5. C'est pourquoi l'Afrique doit être plus soutenue, par exemple à l'aide d'un mécanisme mondial de financement qui permettra d'accélérer son adaptation au changement climatique. Nous devons soutenir les initiatives qui visent à combattre les risques liés au changement climatique, afin de renforcer d'une part, les capacités de réponse en cas de catastrophe et d'autre part, les programmes assurant le rétablissement des personnes les plus touchées. Ceci inclut la préservation de leurs biens, la mise en place de garanties en cas de catastrophe naturelle, des assurances en cas d'intempéries, des assurances couvrant les conséquences des aléas climatiques fondées sur un indice météorologique et enfin des systèmes d'assurances spécifiques au domaine agricole pour les cultures et le bétail des agriculteurs et des populations rurales.
  
6. L'Afrique s'urbanise rapidement avec des répercussions considérables sur le climat. Nous devons soutenir le renouvellement urbain et construire des villes résilientes intégrant des systèmes d'approvisionnement en eau efficaces et une infrastructure intelligente respectueux du climat.

7. Nous devons également prendre en compte les impacts de nos systèmes énergétiques sur le dérèglement climatique. Les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> provenant de la combustion d'énergies fossiles et les procédés industriels ont contribué pour environ 78% à l'augmentation des émissions totales de gaz à effet de serre cumulées entre 1970 et 2010. Les scénarios du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), établis en 2014, suggèrent que les émissions directes de CO<sub>2</sub> provenant des systèmes d'approvisionnement en énergie devraient doubler voire tripler d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 2010, à moins que nous n'ayons d'ici là considérablement amélioré l'efficacité énergétique de nos systèmes et déployé des technologies d'énergies propres.
8. Relever ces défis exige une volonté politique forte, des partenariats dédiés et des programmes de financement ambitieux. Le coût de l'inaction serait trop élevé. Nous devons agir, et agir de manière décisive.
9. La Banque africaine de développement est fortement engagée auprès des pays africains pour les aider à accéder à des meilleurs niveaux de financement de la lutte contre

le changement climatique. En tant que Banque, nous avons mis en œuvre un plan d'action sur 5 ans (2011-2015) de soutien à la lutte contre les dérèglements climatiques. Dans ce cadre, nous avons mobilisé plus de 6,9 milliards de \$ pour soutenir plus de 150 projets d'adaptation et d'atténuation au changement climatique. La Banque est également l'agence en charge de la mise en œuvre de plusieurs fonds de placement liés au changement climatique, parmi lesquels le Fonds pour les changements climatiques en Afrique, le Fonds du Bassin du Congo, le Fonds CLIMDEV Africa, l'Initiative « Energie durable pour tous » en Afrique. Et la Banque sera accréditée pour mettre en œuvre le Fonds vert pour le climat. Je tiens à vous assurer que la Banque africaine de développement travaillera avec d'autres partenaires pour intensifier le financement de la lutte contre le changement climatique pour les pays africains. L'avenir de millions de personnes, dont les moyens de subsistance sont menacés, particulièrement dans des Etats fragiles, petits ou des îles, doivent être protégés.

## **10. Permettez-moi maintenant de résumer**

### *a. Sous ma présidence*

La Banque africaine de développement soutiendra énergiquement la transition du continent vers une croissance verte et solidaire.

- b. La Banque africaine de développement soutiendra fermement la position de l'Afrique dans son besoin croissant de moyens pour garantir l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses impacts.
- c. La Banque soutiendra la mise en application du principe du pollueur-payeur.
- d. En tant que Banque, nous œuvrerons avec nos pays membres et partenaires, au soutien des réformes en matière de gouvernance, de transfert des risques continentaux et des systèmes de partage de risques, qui permettront une plus grande résilience économique et sociale face au changement climatique.

11. D'une manière plus précise encore, la Banque aidera les pays africains dans la résolution de leurs problèmes d'énergie et de sécurité alimentaire tout en assurant une croissance inclusive et écologique. Nous soutiendrons les pays africains sur le chemin des réformes de leurs **systèmes d'énergie, de l'agriculture et de l'utilisation des terres**. Nos efforts seront axés autour de la construction de systèmes

intégrés, intelligents, efficaces et résilients face aux dérèglements climatiques. Ensemble, nous devons mettre fin à la crise énergétique africaine et débloquer les potentiels énergétiques gigantesques du continent – aussi bien dans les domaines conventionnels que renouvelables. C'est la raison pour laquelle, la Banque africaine de développement est solidaire de l'Initiative Afrique Energies Renouvelables.

12. Nous sommes profondément reconnaissants à toutes les initiatives visant à relever les défis énergétiques et climatiques sur le continent africain. Afin d'approfondir encore la coordination qui nous permettra d'obtenir des résultats significatifs, la Banque africaine de développement va lancer un partenariat transformatif de l'énergie en Afrique, en coopération avec l'ensemble des parties prenantes concernées. Pour satisfaire aux aspirations profondes de l'Afrique et pour améliorer l'approvisionnement énergétique et son accès sur le Continent, la Banque africaine de développement **va lancer un New Deal sur l'énergie pour l'Afrique.**

13. Permettez-moi de souligner l'excellent travail qui a été réalisé jusqu'à ce jour par la Conférence Ministérielle



Africaine sur l'Environnement (CMAE) sous la direction remarquable du ministre égyptien de l'Environnement, Mr. Khalid Fahmy, de même que les gouvernements français et allemands, ainsi que ceux de tous les pays du G7 et du G20, et tous les autres pays qui ont soutenu ardemment le développement de l'Initiative africaine sur les énergies renouvelables. Je suis très heureux que l'Initiative africaine sur les énergies renouvelables ait pu tracer une trajectoire – plus que nécessaire – pour soutenir la transition africaine vers une croissance verte et solidaire. Mais soyons encore plus ambitieux, au-delà des 10 GW additionnels d'énergies renouvelables prévues pour 2020. Je crois personnellement qu'avec le New Deal pour l'énergie en Afrique de la Banque africaine de développement, le soutien renouvelé et étendu du G7 et du G20 pour les énergies renouvelables en Afrique, et les synergies renforcées par nos efforts actuels – notamment l'initiative Energies renouvelables pour tous, l'Initiative pour l'énergie de l'Union Européenne, le Groupe de leadership pour l'Energie en Afrique, l'initiative américaine pour l'électricité en Afrique – nous pouvons atteindre une cible encore plus ambitieuse et dans un laps de temps encore plus court. L'Afrique ne peut plus attendre. Je suis convaincu qu'ensemble nous pouvons faire plus.

14. En conclusion, permettez-moi de remercier les gouvernements de la France et du Pérou, la Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement (CMAE), le Groupe Africain des Négociateurs, et tous les délégués pour leur vision et leur engagement dans la promotion des mesures audacieuses de lutte contre le changement climatique.

15. Nous devons agir ensemble maintenant. Nous devons montrer notre leadership en parvenant à un accord juridiquement contraignant à la COP21, ici même dans la belle ville de Paris. La COP21 doit être un succès dont on se souviendra. Et la Banque africaine de développement se tient prête pour travailler et collaborer étroitement avec la France et les autres partenaires pour y parvenir.

Je vous remercie.